



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# PLUS QUE JAMAIS POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA MOBILISATION FACE À MACRON ET AUX CAPITALISTES

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 31 MAI 2018

Le premier ministre peut fanfaronner en ironisant sur un « *petit coefficient de marée* » à propos des manifestations du samedi 26 mai ou Macron affirmer « *qu'aucun désordre ne [l']arrêtera et que l'ordre reviendra* ».

Mais malgré les campagnes de désinformation, les provocations et la propagande du gouvernement, la colère des classes populaires et des jeunes contre la politique du gouvernement et du patronat est bien là et loin de s'éteindre.

## LES MOBILISATIONS CONTINUENT

A la SNCF, la grève entamée le 22 mars tient, malgré une modalité de grève (deux jours sur cinq) qui la rend peu visible et peu mobilisatrice. C'est un signe de la colère profonde chez les cheminots qui ne veulent pas voir leur statut cassé et la SNCF privatisée.

Dans la fonction publique, les manifestations du 22 mai ont réuni près de 200 000 salariés et jeunes contre la casse des services publics incarnée par le plan « CAP 22 », contre les suppressions de postes, les attaques contre le statut et les privatisations.

Dans les universités et les lycées, les jeunes continuent à se battre contre la sélection par la grève, les blocages et les manifestations, malgré la fin de l'année qui approche.

Car si la ministre de l'enseignement supérieure avait promis qu'aucun lycéen ne se retrouverait sans orientation à l'issue de « *ParcourSup* », au soir du 22 mai, c'est plus de 400 000 lycéens qui se sont retrouvés avec des « *non* » ou « *en attente* » à leurs demandes d'orientation pour la prochaine rentrée universitaire.

Preuve que ce gouvernement a fait le choix de décourager les élèves les plus fragiles, le plus souvent issus des familles populaires, afin de les inciter à renoncer aux études, à force de se retrouver pendant des semaines, voire des mois, sur des « *listes d'attente* » pour les formations demandées.

## CONTRE LA POLITIQUE DU PRÉSIDENT DES RICHES

Pendant ce temps, après la suppression de l'impôt sur la fortune, Macron continue de donner aux plus riches avec la fin de l'« *exit tax* », taxe qui était censée décourager l'évasion fiscale !

Et la France reste le pays où les actionnaires touchent le plus de dividendes.

C'est ainsi que 67,4% des bénéfices vont aux actionnaires, 27,3% aux investissements... et 5,3% en prime aux salariés.

En 2016, les patrons du CAC 40 gagnaient en moyenne 257 fois le SMIC.

Alors oui, dans la France de Macron, il y a de l'argent, mais il est extorqué aux salariés pour être envoyé directement dans la poche des actionnaires et des grands patrons.

**BIENTÔT UN 2<sup>ème</sup> JOUR FÉRIÉ  
SUPPRIMÉ ?**



## ORGANISER L'AFFRONTEMENT CONTRE CE GOUVERNEMENT À LA BOTTE DES RICHES

Ce gouvernement veut tout casser. Alors, pour mettre un coup d'arrêt à sa politique, nous devons construire, renforcer, étendre et unifier les mobilisations.

Nous devons refuser les divisions par secteurs et par professions, des divisions malheureusement entretenues par la stratégie des directions syndicales.

Parce que pour gagner l'épreuve de force engagée par le gouvernement, on ne pourra pas faire l'économie d'un véritable soulèvement du monde du travail et des classes populaires qui bloque totalement l'activité du pays.

Un soulèvement qui prenne la forme d'une grève générale comme en 1936 ou en 1968.

**Une grève qui aille jusqu'au bout, cette fois, en se donnant pour objectif de construire une autre société libérée de l'exploitation capitaliste, d'en finir avec la dictature du profit et le pouvoir des actionnaires de décider de nos vies.**

## LES AIDES SOCIALES DANS LE COLLIMATEUR

Un jour, le ministre de l'économie s'en prend aux aides sociales. Tentative de diversion de son collègue du budget : ce seraient les aides aux entreprises qui seraient visées. Le même disant mardi dernier : « *Il y a trop d'aides sociales* ». Cafouillage qui prêterait à rire s'il ne s'agissait pas de la simple « survie », parfois, de millions de gens.

Pour le premier ministre, « *malgré le niveau très élevé des aides sociales, notre modèle social ne fonctionne pas bien* ». C'est clair. Réduire de 80 milliards les déficits publics et continuer d'allonger des milliards aux riches et aux entreprises est impossible sans baisser les dépenses publiques: école, santé, collectivités locales...

En matière d'aides sociales – prestations familiales, chômage, vieillesse, handicap et autres - il y a des milliards à grignoter sur le dos des plus fragiles. Et comme si cela ne suffisait pas, ils mettent à l'étude une seconde « *journée de solidarité* ». Gain espéré: plus de 2 milliards.

L'urgence du moment, c'est de refuser le travail gratuit et les baisses d'aides sociales. Mais au-delà de cela, c'est aux racines mêmes de l'exploitation capitaliste qu'il faudra un jour s'attaquer.

## PARCOURSUP...ERCHERIE : LE FIASCO

Le 22 mai, les résultats de Parcoursup – la plateforme d'accès aux études supérieures – sont tombés : 400 000 lycéen.ne.s sans affectation, soit 50% des élèves inscrits sur la plateforme.

Bien que le ministre ait promis que chaque lycéen.ne serait admis dans un établissement, 29 000 d'entre eux ont reçu des «non » à toutes leurs demandes, la plupart issus de filière pro ou de quartiers défavorisés. Clairement, ce sont les jeunes des milieux ouvriers et populaires qui sont victimes de cette sélection.

Parmi ceux ayant eu une réponse positive, la grande majorité est sur liste d'attente. Il leur faut vérifier chaque jour leur place dans cette liste, ainsi que les potentielles propositions qui leur seront faites. Cette attente entraîne colère, stress et découragement, ce qui risque d'accroître le taux d'échec au bac et donnera un argument de plus à l'Etat pour la réforme du lycée.

La seule solution est de donner plus de moyens aux universités afin de créer plus de places, pour que le bac soit de nouveau le seul préalable à l'entrée en études supérieures.

## TRAVAIL GRATUIT CHEZ PEUGEOT : MERCİ MACRON

Concurrence par ci, site en danger par là, c'est partout la même chanson: il y a des sacrifices «*indispensables*» pour, soi-disant, « *sauver* » l'emploi. Ce qui se trame à Vesoul, chez Peugeot, c'est la volonté de la direction de s'affranchir des 35h en faisant travailler les salarié.es du site 37h45 : soit une semaine de travail augmentée de 7,8%.

Mais les salaires, eux, n'augmenteraient que de 2,8%.

Du travail non intégralement payé, voilà sur quoi Peugeot espère trouver un accord majoritaire avec les syndicats du site. Le groupe Peugeot a pourtant engrangé des résultats records en 2017. Mais les ordonnances Macron permettent justement ce genre d'accord, en l'absence de toute justification économique ou financière. Une aubaine dont Peugeot, aux avant-postes du patronat tout entier, essaie de profiter aujourd'hui. Du travail gratuit, quoi de mieux pour dynamiser les profits ?

Les salarié.es de Renault-Cléon reconnaîtront là une méthode qui a vu Renault leur voler, en 2013, jusqu'à 21 jours jusqu'alors octroyés en contrepartie d'un allongement-aménagement du temps de travail.

## NON À LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

Mercredi dernier, 23 mai, avait lieu le jugement de Farid Borsali, secrétaire de la CGT PSA Poissy, devant la cour d'appel de Versailles. PSA cherche à le faire condamner pour des actes imaginaires. Cette attaque est dirigée contre tous ceux qui refusent de se laisser écraser par PSA.

En soutien à Farid Borsali, 200 personnes se sont rassemblées devant le tribunal, dont des salariés de divers sites PSA et Renault, des postiers, des cheminots en grève, mais aussi des responsables politiques et syndicaux, dont Philippe Martinez, Pierre Laurent, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud. Le jugement a été reporté au 19 décembre prochain.

Son comité de soutien a raison d'affirmer que « *quand un patron attaque des militants, c'est pour mieux attaquer l'ensemble des salariés* ».

## DES HAUTS ET DA

Des salariés partis en Dispense d'Activité en 2016 subiront une décote de 10 % pendant 3 ans sur leur retraite complémentaire s'ils prennent leur retraite en 2019 (et s'ils sont nés en 1957 ou après).

Ce malus a été décidé en 2015 par le Medef et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC, mais peu ou pas communiqué lors des précédents départs en DA.

Pour éviter ce malus (les complémentaires constituent un quart à un tiers de la pension des non-cadres, la moitié à deux tiers pour les cadres), il faudrait retravailler un an après sa DA ! Ou obtenir un dédommagement de Renault pour vice caché.

### MAIL POUR NOUS CONTACTER:

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique